

 <https://www.aefinfo.fr/depeche/721199-formation-des-enseignants-une-intersyndicale-dem...>

 Camille Mordelet

 3 min read

Formation des enseignants : une intersyndicale demande au gouvernement des précisions sur la relance de la réforme

"Un calendrier de travail pour une véritable concertation conjointe" sur la réforme de la formation des enseignants est demandé par une large intersyndicale du scolaire et du supérieur, via un communiqué publié le 13 novembre 2024. Les organisations demandent aux ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur "des précisions" après l'annonce de la relance de la réforme par la ministre Anne Genetet, qui souhaite la faire atterrir pour la session 2026 des concours de recrutement.

Une large intersyndicale (1) des enseignements scolaire et supérieur demande au **MENJ** et au **MESR**, dans un communiqué du 13 novembre 2024, d'apporter "des précisions sur leurs annonces relatives à la formation des enseignant·es et **CPE**", après l'annonce par la ministre Anne Genetet de la relance de la réforme, avec l'objectif de la faire atterrir en vue des concours de recrutement de 2026 ([lire sur AEF info](#)).

"La dernière tentative de réforme de la formation des enseignants a été finalement suspendue en juillet 2024 après une année chaotique", est-il rappelé dans le communiqué. "La mobilisation de la communauté universitaire puis la démission du gouvernement Attal et surtout l'absence de financement de la réforme ont fortement pesé pour empêcher sa mise en œuvre" ([lire sur AEF info](#)).

établir "un calendrier de travail"

Ainsi, les organisations syndicales "demandent d'urgence aux deux ministères d'établir un calendrier de travail pour une véritable concertation conjointe sur la formation des enseignants avec les acteurs et actrices de la formation et les organisations syndicales". Elles demandent que cette réforme "respecte le caractère universitaire de la formation" et "repose sur :

- un véritable bilan ;
- des moyens financiers et humains suffisants ;
- un calendrier qui s'appuie sur le dialogue social et sur l'expertise des formateur·rices ;
- un fonctionnement universitaire dans la conception des maquettes, des contenus de formation et des modes de gouvernance".

Enfin, les organisations demandent à "être reçues très rapidement en audience multilatérale en présence des deux ministères".

Generated with Reader Mode